

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DU BUREAU  
SEANCE DU 27/06/2024

2.20 - AILLEVILLERS 8 RUE DE LA FORET - REHABILITATION D'UN LOGEMENT

Il est proposé au Bureau de délibérer sur le projet de réhabilitation d'un logement individuel situé au 8 Rue de la forêt à Aillevillers.

Ce bâtiment a été construit en 1955. L'office l'a acquis plus récemment et mis en service en 1991. Le chauffage est fourni par un poêle à bois et l'eau chaude sanitaire est électrique.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du plan d'action de traitement des étiquettes énergétiques E, F, G. L'objectif est d'améliorer les consommations de chauffage en procédant à une isolation du bâti. Il est également prévu de remplacer la porte d'entrée.

Les travaux prévus permettront d'atteindre une étiquette énergétique D (238 kWh/m<sup>2</sup>/an) afin de réduire les consommations de chauffage ainsi que la facture énergétique.

S'agissant d'une réhabilitation énergétique et conformément à la délibération n° 2.2 du Bureau du 24/04/2023 aucune augmentation de loyer sera imputée au locataire.

Programme de travaux :

❖ Clos couvert :

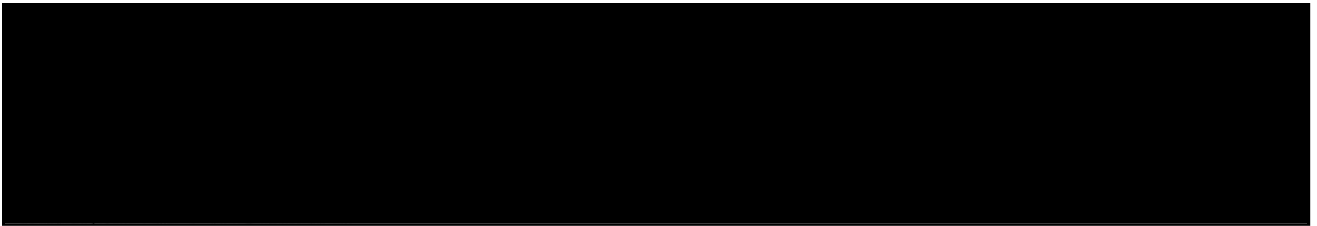
- ◆ Remplacement de la porte d'entrée et de la porte de service latérale
- ◆ Réalisation d'une isolation thermique par l'extérieur
- ◆ Réalisation d'une isolation thermique complémentaire au niveau des combles
- ◆ Réalisation d'une isolation thermique intérieure dans le cellier au niveau des murs donnant sur le volume chauffé

❖ Entretien :

- ◆ Remplacement du garde-corps situé vers la porte d'entrée

❖ Logement :

- ◆ Mise en place d'une VMC Hygro B
- ◆ Remplacement du poêle à bois existant par un poêle plus récent labélisé flamme verte



Le Bureau d'Habitat 70 à l'unanimité autorise son Directeur Général à :

- Signer tous documents et pièces nécessaires à l'établissement et à la passation des marchés ainsi que tous les documents relatifs au financement des opérations de réhabilitation du logement sis 8 Rue de la forêt à Aillevillers – Plusieurs opérations de ce type pourront être regroupées au sein d'une même consultation dans le respect du Code de la Commande Publique.
- Procéder à la concertation locataire selon les modalités définies par la circulaire n°93-60 du 6 août 1993.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Vesoul, le 28/06/2024

Le Directeur général

Olivier ROSAT